

DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

de la commune de Frontignan

PRÉFECTURE
DE L'HÉRAULT

Affiché le 23/04/2019
Retiré le

24 AVR. 2019

MAIRIE DE FRONTIGNAN

D.R.C.L
GREFFE - P.F.R.A.

L'AN DEUX MILLE DIX-NEUF
LE 09 AVRIL A 18 HEURES 30

LE CONSEIL MUNICIPAL DE CETTE COMMUNE, RÉGULIÈREMENT CONVOQUÉ LE 01 AVRIL 2019, S'EST REUNI AU NOMBRE PRESCRIT PAR LA LOI, SALLE VOLTAIRE A FRONTIGNAN EN SESSION ORDINAIRE, SOUS LA PRÉSIDENCE DE MADAME CLAUDIE MINGUEZ, 1^{ÈRE} ADJOINTE AU MAIRE.

PRESENTS : Pierre BOULDOIRE, Claudie MINGUEZ, Michel ARROUY, Mireille BERTRAND, Michel GRANIER, Sabine SCHÜRMANN, Olivier LAURENT, Victoria BONNET-SOLÉ, Jean-Louis BONNERIC (adjoints) – Kelvine GOUVERNAYRE, Loïc LINARES, Claude LEON, Gérard ARNAL, Nathalie GLAUDE, Max SAVY, Simone TANT, Jean-Louis PATRY, Yannick COQUERY, Ange GRIGNON, Michel SALA, David JARDON, Renée DURANTON-PORTELLI, Gérard PRATO, Philippe LOUE Jean-Claude ALQUIER, Guilaine TOUZELLIER (conseillers municipaux).

ABSENTS EXCUSES REPRESENTES : Youcef EL AMRI (procuration à Michel ARROUY), Caroline SUNE (procuration à Claudie MINGUEZ), Eric BRINGUIER (procuration à Max SAVY), Sarah MASSON (procuration à Pierre BOULDOIRE), Michel VOGT (procuration à Philippe LOUE), Marie-Ange PALAMARA (procuration à Gérard ARNAL).

ABSENTES EXCUSEES : Pascale GREGOGNA, Paula LEITAO, Nathalie HEMMER.

OBJET : Environnement : Elaboration du règlement local de publicité : bilan de la concertation.

N/REF : PB/DB/FAA - N°2019-166.

M. Loïc Linares rappelle que par délibération du 26 septembre 2018, le conseil municipal a prescrit la procédure d'élaboration du règlement local de publicité de la commune de Frontignan, et a fixé les objectifs poursuivis ainsi que les modalités de concertation du public devant intervenir à ce titre.

Conformément à ladite délibération, les modalités de la concertation ont été les suivantes :

- un dossier comportant les documents relatifs au projet, accessibles au fur et à mesure de leur élaboration, a été mis à la disposition du public à la Direction de l'urbanisme et de l'aménagement sise quai du Caramus, aux jours et heures habituels de bureau ;
- Un registre a été mis à la disposition du public dans le locaux de la direction de l'urbanisme et de l'aménagement, dans les mêmes conditions, jusqu'à la fin de l'élaboration du projet afin de recueillir les remarques de la population sur le projet de règlement local de publicité ;
- l'adresse mail concertation.rlp@frontignan.fr a été mise en place afin de recueillir les remarques de la population sur le règlement local de publicité ;
- une réunion publique concernant le projet en cours d'élaboration a été organisée le 13 décembre 2018 à destination de toutes personnes intéressées.

M. le Maire a été chargé de la conduite de cette procédure.

Il est par ailleurs précisé :

- que la délibération du 26 septembre 2018 prescrivant la procédure d'élaboration du règlement local de publicité a été notifiée le 25 octobre 2018 aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 du code de l'urbanisme ;
- que la délibération du 26 septembre 2018 a été affichée pendant un mois en mairie et que mention de cette concertation a été publiée le 28 octobre 2018 dans un journal diffusé dans le département (Midi Libre). Chacune de ces formalités de publicité mentionne le lieu où le dossier peut être consulté.

La phase d'élaboration du projet de règlement local de publicité touchant à sa fin, en application de l'article L.103-6 du code de l'urbanisme, il s'agit d'en présenter le bilan. Il convient donc de présenter les demandes et observations inscrites au registre mis à la disposition du public et/ou reçues par courrier (ou courriel), ainsi que celles émises lors de la réunion et de préciser la suite donnée à ces demandes et observations.

1. Les demandes et observations inscrites au registre mis à disposition du public et/ou reçues par courrier ou courriel:

Aucune observation ou demande n'a été inscrite au sein du registre mis à disposition du public.

Par ailleurs, l'association Paysages de France a fait part de son souhait d'être consultée sur l'élaboration du projet RLP par courrier du 24 décembre 2018 et a transmis, à titre informatif, un document de portée générale sur les différents dispositifs publicitaires et les adaptations possibles au règlement national de publicité. La commune lui a répondu qu'elle pouvait consulter le projet de RLP via le site internet de la Ville et faire ses observations.

Paysages de France a donc formulé par courriel des observations indiquant que les mesures prises montrent la volonté des élus de Frontignan de préserver ou améliorer la qualité des paysages mais Paysage de France estime que la Ville pourrait aller encore plus loin et lui propose des mesures qui peuvent être synthétisées comme suit :

- Interdiction totale des publicités scellées au sol en ZP4 indiquant que les espaces sur mur ou clôture sont suffisants : Le projet de RLP les limite en nombre à une par unité foncière supérieure à 25 ml et en surface (4m² maximum au lieu de 12 m² actuellement) et les interdit totalement dans le périmètre des bâtiments historiques, sur les 6 entrées de ville et sur les cônes de visibilité sur l'avenue Maréchal-Juin entre Frontignan ville et le quartier de la Peyrade ;
- Harmonisation des plages d'extinction des publicités lumineuses en ZP 3 et 4 du 22H à 6H : le projet de RLP Ville a prévu cette harmonisation de 23H à 6H ;
- Proposition d'extinction des enseignes lumineuses une heure après la fermeture et rallumées une heure avant l'ouverture : le projet de RLP prévoit cette mesure entre 22H et 7H
- Interdiction des publicités numériques jugées agressives sauf dans les zones commerciales : le projet de RLP prévoit ces publicités uniquement en ZP 4 et limite leur format à 2m² et réglemente leur hauteur à 3m ;
- L'application de règles de densité en ZP 4 pour la publicité sur mobilier urbain: Le projet de RLP ne prévoit pas de règles spécifiques mais la majorité de ces dispositifs est implantée sur le domaine public communal ce qui permet de réguler leur nombre et le projet de règlement les limite dans leur surface à 2m² ;
- L'interdiction des enseignes numériques : le projet de RLP les limite à une par établissement et à 1 m².
- L'interdiction des enseignes scellées au sol (sauf si l'enseigne sur la façade n'est pas visible depuis la voie publique) : Le projet de RLP prévoit déjà de limiter leur surface à 6m².
- Enfin, Paysages de France propose de faire application aux enseignes temporaires (+/- de 3 mois selon l'opération signalée) des dispositions applicables aux enseignes permanentes. Cette proposition, après étude, ne serait pas intégrée au projet de RLP.

2. Observations et remarques issues de la réunion publique du 13 décembre 2018

Comme annoncé, une réunion publique de concertation a eu lieu sur le projet de RLP de la commune le 13 décembre 2018 à la salle Voltaire de Frontignan entre 18h30 et 20h00. Son objectif était d'informer et de recueillir les remarques du public sur le projet.

En dehors des élus et des services concernés de la commune, environ 25 personnes étaient présentes.

M. le Maire a introduit la démarche initiée par la commune en matière de RLP. Le bureau d'études a ensuite présenté le pré-projet envisagé par la commune, sur la base d'un diagnostic réalisé au printemps dernier.

Un temps d'échanges a ensuite été consacré au projet. Les premières questions ont porté essentiellement sur l'aspect fiscal de la publicité extérieure. Un commerçant a rappelé qu'il est taxé à Frontignan et pas sur une autre commune où il travaille. Il lui est rappelé que le projet de RLP n'a pas de dimension fiscale. Son objectif est uniquement de fixer un cadre local pour les dispositifs relevant de la publicité extérieure (formats, densité, implantation, etc.). M. le Maire a rappelé qu'un débat pouvait avoir lieu, par ailleurs, sur cette taxe. Toutefois, il précise que ce choix participe d'une politique plus générale d'impôts locaux qui visent à maintenir la gratuité d'autres services comme par exemple le stationnement.

Une personne a demandé s'il existait d'autres RLP à l'échelle de l'agglomération du bassin de Thau. Il lui est précisé qu'a priori, les communes de Sète et Gigan sont dotées d'un RLP.

Les autres questions ont porté sur l'application du RLP et en particulier sur la mise en conformité, notamment sur les délais accordés.

Il a été rappelé que les enseignes disposeraient de 6 ans pour se conformer à la nouvelle réglementation locale dès qu'elle sera approuvée (fin 2019 au regard du calendrier prévisionnel). Pour les publicités et pré-enseignes, ce délai sera de 2 ans. Au regard du projet actuel, une disparition des formats « 4 par 3 » publicitaires interviendrait donc à partir de fin 2021.

Une personne a précisé qu'il serait d'ores et déjà utile de faire respecter la plage d'extinction nocturne (dans le cadre du règlement national de publicité, fixée entre 1h et 6h et que le règlement local de publicité envisage de fixer entre 23h et 6h). Cela permettrait, selon lui et à l'échelle nationale, d'économiser l'énergie produite par plusieurs réacteurs nucléaires. L'extension de la plage d'extinction nocturne du projet de RLP a pour but de limiter la pollution lumineuse et également de limiter le gaspillage énergétique d'enseignes allumées la nuit alors que l'activité en question est fermée. Il est à cette occasion précisé que les activités qui s'exercent la nuit peuvent maintenir leurs enseignes allumées.

Les autres questions évoquées lors de la réunion publique portent essentiellement sur des domaines connexes à la publicité extérieure, en particulier l'urbanisme mais sans conséquence sur le projet présenté :

- Entretien des façades commerciales qui relèvent de déclaration de travaux ;
- Charte de devantures commerciales (demande d'une commerçante sur l'existence éventuelle de recommandations de la ville en termes de matériaux, couleurs, etc... ;
- Implantation des systèmes de ventilations en toiture ou façade.

En résumé, d'une manière générale, les remarques et questions formulées par le public et l'association Paysages de France pendant cette phase de concertation, n'ont pas remis en question le projet présenté et se sont avérées favorables à celui-ci, sans qu'aucune n'amène à remettre en cause le projet tel qu'élaboré.

Au regard du caractère suffisant et adapté de la concertation mise en place, M. Loïc Linares propose au conseil municipal de délibérer sur le bilan de la concertation qui lui a été ainsi présenté pour arrêt, et de le prendre en considération dans le projet de règlement local de publicité.

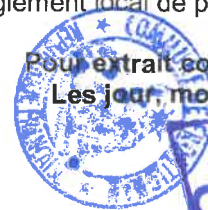
**LE CONSEIL MUNICIPAL,
LE RAPPORTEUR ENTENDU,
APRES EN AVOIR DELIBERE,**

- **ADOpte** le bilan de la concertation tel que délibéré ci-avant ;
- **DECIDE** de le prendre en considération dans le projet de règlement local de publicité.

PRÉFECTURE
DE L'HÉRAULT

24 AVR. 2019

D.R.C.L
GREFFE - P.F.R.A.



Pour extrait conforme, Frontignan
Les jour, mois et an que dessus

Pierre Boulidoire
Maire

